



PREFECTURE
Direction des collectivités locales
et des procédures publiques
Bureau des enquêtes publiques
et des installations classées
AR

ARRÊTÉ
du 27 MARS 2017

**portant mise en demeure à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin
de respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2004 réglementant
l'exploitation de la carrière et des installations de premier traitement des matériaux
situées sur le territoire des communes de Herrlisheim et Eguisheim**

Le Préfet du Haut-Rhin
*Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite*

- VU** le titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement et l'article L171-8-I de ce même code,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 99-2069 du 24 août 1999 autorisant l'exploitation d'une carrière et d'installations de traitement de matériaux sur le territoire des communes de Herrlisheim et Eguisheim, pour une durée de 30 ans, par la société Orsa Granulats,
- VU** l'arrêté préfectoral n° 2004-247-8 du 3 septembre 2004 valant codification et portant prescriptions complémentaires pour l'exploitation de cette carrière,
- VU** le procès-verbal de récolement partiel du 4 août 2005,
- VU** la lettre préfectorale du 25 novembre 2013 actant du bénéfice de l'antériorité au titre des droits acquis pour une installation de transit de matériaux située dans le périmètre de la carrière,
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 juin 2015 autorisant le changement d'exploitant au profit de la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin pour l'exploitation de la carrière et des installations de traitement,
- VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées, du 13 mars 2017, faisant suite à la visite d'inspection du 30 janvier 2017,

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L171-8-I du code de l'environnement qui stipule :
« Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine »,

CONSIDÉRANT que la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin exploite des terrains, au sud de la rue de la Sablière à Herrlisheim et à proximité immédiate de la carrière de Herrlisheim-Eguisheim, à des fins de stockage de matériaux, de déchets inertes et de traitement des eaux de lavage de matériaux et que ces terrains ne font pas partie du périmètre autorisé pour l'exploitation de la carrière et des installations de traitement, en méconnaissance des prescriptions des articles 3 et 4 de l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2004 susvisé,

CONSIDÉRANT que l'exploitation de la carrière n'est pas menée conformément au phasage d'exploitation des terrains, ni aux conditions prévues pour l'exploitation du fond de l'excavation et permettre le défructement maximum du gisement, ce qui constitue un non-respect des prescriptions de l'article 4 de l'arrêté du 3 septembre 2004 susvisé,

CONSIDÉRANT que les salariés et usagers de la centrale à béton exploitée par la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin, ne faisant pas partie du périmètre autorisé de la carrière, ont accès aux installations de carrière et de premier traitement présentant un risque d'accident, contrairement aux prescriptions de l'article 11 de l'arrêté du 3 septembre 2004 susvisé,

CONSIDÉRANT que bien que l'échéance de la phase d'exploitation dite « II » soit dépassée depuis le 15 juin 2015, aucune étude décrivant la méthode utilisée pour la reprise et le transfert des « schlamms » du fond de l'actuel plan d'eau vers la zone à surcreuser durant la phase « IIIa » n'a été adressée au préfet, constituant ainsi un non-respect des prescriptions de l'article 15 de l'arrêté du 3 septembre 2004 susvisé,

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas respecté les dispositions de l'article 30 de l'arrêté du 3 septembre 2004 susvisé, en n'adressant pas au préfet, au plus tard le 14 décembre 2013, un rapport sur l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état, lors du dernier renouvellement de l'acte de cautionnement de garanties financières,

CONSIDÉRANT par ce qui précède que la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin ne respecte pas les prescriptions des articles 3, 4, 11, 15 et 30 de l'arrêté du 3 septembre 2004 susvisé et que sont donc ainsi réunies les conditions permettant la mise en œuvre de la procédure de mise en demeure définie à l'article L171-8-I du code de l'environnement,

SUR proposition du Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin,

A R R Ê T E

Article 1^{er} :

La société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin (HBGHR), dont le siège social est sis au Lieu-dit « Ritty » – 68730 Blotzheim, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté**, les prescriptions des articles 3, 4, 11, 15 et 30 de l'arrêté préfectoral du 3 septembre 2004 susvisé, pour l'exploitation de la carrière située sur le territoire des communes de Herrlisheim et Eguisheim.

Ces prescriptions sont les suivantes :

Article 3 de l'arrêté du 3 septembre 2004 :

«(..) le périmètre autorisé est limité :

Commune d'Eguisheim :

- Section 48, parcelles 47 à 60, 355pp (34a 10ca)
- Section 49, parcelles 399, 400, 401, 610, 617 à 621, 684, 686, 688, 690, 692, 640 à 642

Commune d'Herrlisheim :

- Section 41, parcelles 22 à 43, 45 à 49, 139 à 148, 214, 216, 218, 219, 220, 222
- Section 33, parcelles 376, 378, 379».

Article 4 de l'arrêté du 3 septembre 2004 :

« Les installations et leurs annexes sont situées, installées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers de demande d'autorisation en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et des règlements en vigueur. (...) ».

Article 11 de l'arrêté du 3 septembre 2004 :

« Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger, les interdictions d'accès et de décharge de quelque matériau que ce soit, sont signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées. ».

Article 15 de l'arrêté du 3 septembre 2004 :

« (...) l'exploitant remettra à l'inspection des installations classées une étude décrivant la méthode utilisée pour la reprise et le transfert des schlamms du fond de la zone anciennement exploitée vers la zone surcreusée durant la phase IIIa. Dans tous les cas, la méthode retenue doit limiter au maximum la remise en suspension des schlamms dans le plan d'eau. ».

Article 30 de l'arrêté du 3 septembre 2004 :

« (...).L'exploitant communique (...) un rapport concernant l'avancement des travaux d'exploitation et de remise en état. ».

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L171-8 du code de l'environnement.

Article 3 : Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin.

Article 4 :

Le Secrétaire général de la Préfecture du Haut-Rhin et la Directrice Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Grand Est (service de l'inspection des installations classées) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera notifiée à la société Holcim Béton Granulat Haut-Rhin.

Fait à COLMAR, le 27 MARS 2017

Détails et voies de recours

(article R 514-3-1 du Titre 1er du livre V du Code de l'Environnement)
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général,


Christophe MARX